



OPEN DIALOG FOUNDATION

Open Dialog Foundation, 11a Szucha Avenue, office 21, 00-580 Warsaw, Poland

Tel. +48 22 307 11 22

www.odfoundation.eu

Varsovie, le 19 février 2014

Les autorités kazakhes étouffent brutalement des protestations suscitées par la dévaluation de la monnaie nationale.

Dans plusieurs villes kazakhes, des dizaines de personnes sont sorties dans la rue pour protester contre l'effondrement de la monnaie nationale. Plus de 40 manifestants ont été conduits de force aux postes de police. Suite à des procès juridiques précipités, auxquels les proches et les observateurs n'étaient pas admis, les tribunaux ont infligé des peines contre les protestants ; un militant a été placé en rétention administrative. Du fait qu'elle a introduit sur son profil Facebook un commentaire critique envers les autorités, une personne a été interrogée pendant cinq heures par la police, et son ordinateur a été confisqué.

Le 11 février 2014 la Banque Nationale Kazakhe a publié sa décision de dévaluer la monnaie nationale kazakhe, le tenge. Le gouvernement a indiqué les raisons suivantes en faveur de la dévaluation :

- une situation difficile sur le marché mondial, y compris l'affaiblissement du rouble russe;
- les spéculations bancaires basées sur les révisions économiques concernant une forte dévaluation de la monnaie kazakhe¹.

Le nouveau prix du dollar s'élevant à 185 tenge a été établi (auparavant, 1\$ coûtait 150 tenge). En conséquence, le même jour le taux de change a augmenté dans plusieurs endroits à 200 tenge et de nombreuses banques ont arrêté la vente de monnaies étrangères. Le jour suivant, les prix de certains produits alimentaires, de produits ménagers importés, de l'équipement électronique et de matériaux de construction, ont augmenté dans la plupart des magasins². Le journaliste Sergey Duvanov note que la dévaluation du tenge de 20% signifie que tous les citoyens kazakhs économisant en tenge, ont perdu un cinquième de leurs revenus³. Le président de la Banque Nationale de la République du Kazakhstan, Kairat Kelimbetov a déclaré: «Nous allons continuer à amortir les brusques variations du taux de change. La Banque Nationale est bien équipée pour défendre le nouveau taux d'équilibre – 185 tenge pour le dollar»⁴.

DETENTION ET PROCES CONTRE LES PARTICIPANTS DE PROTESTATIONS LE 15 FEVRIER 2014

Le 12 février 2014, à Almaty près du siège de la Banque Nationale, a eu lieu un rassemblement de manifestants s'opposant à la dévaluation de la monnaie nationale. Environ 40 personnes, y compris des militants, les représentants d'organisations non-gouvernementales et de l'association sociale 'Laissez les gens garder leurs logements' ont participé aux protestations⁵. Les manifestants se sont rassemblés en vue de discuter sur cette question avec le représentant de la Banque Nationale, Kayrat Kelimbetov, dont ils exigeaient la démission. On les a laissés entrer dans l'immeuble de la banque où

¹ <http://www.kp.kz/economics/3701-нацбанк-рк-назвал-причины-девальвации-тенге>

² <http://rus.azattyq.org/content/podorozhanie-tovarov-kazakhstan/25261879.html>

³ <https://www.facebook.com/notes/mukhtar-ablyazov/как-жить-будем/410893182378581>

⁴ <http://news.nur.kz/301981.html>

⁵ 'Laissez les gens garder leurs logements' est un mouvement civique qui rassemble des emprunteurs de crédit demandant une révision des conditions de crédit et la fin des expulsions des emprunteurs en difficulté hors de leur unique habitation http://www.odfoundation.eu/en/publications/1356/monitoring_of_human_rights_violations_and_other_socially_significant_events_in_kazakhstan

ils ont été accueillis par le vice-président de la Banque Nationale, Kuat Kozhakhmetov. Il a assuré aux personnes présentes que les autorités contrôlaient la situation et qu'elles s'efforçaient de bloquer la croissance des prix⁶.

Le 15 février 2014 un autre rassemblement contre la dévaluation du tenge a été organisé au centre d'Almaty. Selon différentes sources, entre 100 et 200 personnes ont participé aux protestations. Les manifestants se sont rassemblés près du monument d'Abai et ils ont demandé aux autorités de résoudre les problèmes sociaux qui ont suscité la dévaluation. **Cependant, les revendications sociales ont été accompagnées de slogans anti-gouvernementaux prononcés lors du rassemblement⁷.** La police a installé des barrières métalliques autour du monument près duquel les manifestants se sont rassemblés, pour en entraver l'accès. Par ailleurs, des bulldozers ont été utilisés pour nettoyer la neige de la rue où les manifestants se sont rassemblés, bloquant ainsi l'action de protestations.

Les militants de la société civile ont remarqué que le rassemblement du 15 février 2014 s'est formé de façon spontanée et qu'aucun parti politique n'a participé à son organisation. En outre, le trait caractéristique de cette protestation était la présence de jeunes gens, prêts à défendre leurs droits, malgré le fait qu'auparavant ils n'ont jamais participé à de tels rassemblements. Vers 13 heures, les protestants ont été rejoints par les militants de la société civile, Kanagat Taketeva, Zhasaral Kuanyshalin et Dilnar Insenova, qui juste avant la manifestation ont rencontré l'Akim [le gouverneur de la province], Akhmedzhanov Yesimov. La rencontre a été consacrée à des problèmes sociaux, y compris les emprunts et les problèmes de logement, ainsi qu'au secteur public. Les résultats de l'entrevue n'ont pas été satisfaisants pour les militants civiques du fait que l'Akim de la ville n'a formulé aucune promesse concrète⁸.

Après l'action près du monument d'Abai, les manifestants ont marché vers l'akimat de la ville (le siège de l'administration locale). Dès qu'ils se sont approchés au siège de l'administration, Place de la République, le procureur Bauyrzhan Zhumakhanov a déclaré que la manifestation n'était pas autorisée et de ce fait qu'elle était illégale; par conséquent il a demandé à la foule de se disperser⁹. De nombreux manifestants ne se sont pas conformés aux appels du procureur et par conséquent, **la police a dispersé le rassemblement et a commencé à embarquer brutalement les manifestants dans les véhicules de police disposés sur place.** Au total 29 personnes ont été arrêtées près de l'akimat et ont été ensuite conduites à la Direction des Affaires Intérieures du District de Bostandyksk. Cependant, les manifestants n'ont pas été arrêtés uniquement près de l'akimat. Par exemple, Dilnar Insenova, qui ne participait pas au rassemblement a été arrêtée près de l'entrée de la Direction des Affaires Intérieures. **Le 15 février la police a arrêté au total 32 personnes¹⁰.**

Quelques heures après les arrestations, le soir du samedi 15 février 2014, s'est déroulé le procès de tous les détenus, ce qui est un procédé inhabituel pour les tribunaux kazakhs. Les manifestants ont été accusés sur la base de l'article 373 du code administratif (l'organisation et la conduite illégale de manifestations, de rassemblements, de marches, de piquets et de protestations pacifiques). En conséquence, l'un des participants du rassemblement, le jeune militant **Adilkhan Yermekov, a été placé en détention pour une période de 10 jours et les autres accusés ont été pénalisés financièrement conformément à la classification administrative de 1 à 10 MCI (le calcul mensuel de l'index, de 7 à 146 euros)¹¹.** Auparavant, Adilkhan Yermekov n'avait pas été engagé dans des actions

⁶ <http://rus.azattyq.org/content/aktivisty-otstavka-kelimbetova-nacbank/25261028.html>

⁷ Pendant que les protestants forçaient les barrières pour s'approcher du monument d'Abai, ils lançaient des cris à l'adresse de Nazarbaïev « Shal, ket ! » (« Va-t'en, vieillard ! ») et lorsqu'ils marchaient vers l'akimat - « Alga, Kazakhstan ! » (En Avant, Kazakhstan ! ». L'un des manifestants criait : « Honte au gouvernement ! Honte à Nazarbaïev ! » alors qu'il était poussé dans un véhicule de police.

⁸ <http://www.matritca.kz/news/7157-almatincy-protestovali-pod-shum-buldozera.html>

⁹ <http://rus.azattyq.org/content/kazakhstan-almaty-meeting-against-devaluation/25265169.html>

¹⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=zEHsvjDExSo&feature=youtu.be>

¹¹ 1 MCI = 1 852 tenge = 7,32 euros

publiques vigoureuses. Selon les déclarations de témoins visuels, aucun observateur ni aucun proche des accusés n'a été admis à la salle d'audience. Les accusés n'étaient pas représentés par des avocats, les décisions du tribunal ont été prononcées à la hâte et la sévérité des sentences dépendait du degré jusqu'auquel l'accusé avouait sa culpabilité¹².

INTIMIDATION ET REPRESSIONS CONTRE LES MILITANTS

Le 16 février 2014 un autre rassemblement contre la dévaluation du tenge a eu lieu sur la Place de la République à Almaty. Sous prétexte de travaux d'aménagement, le terrain autour du Monument a été clôturé, la police s'est rendue sur place. L'action a été nommée 'Des culottes pour Elbasy'. Les journalistes, Zhanna Baytelova et Yevgeniya Plakhina ainsi que la critique d'art, Valeriya Ibrayeva ont disposé des culottes en dentelle près du monument (récemment la manufacture, l'importation et la vente des culottes en dentelle fabriquées de matériaux synthétiques ont été interdites sur le territoire de l'Union Douanière). Zhanna Baytelova a expliqué ce geste symbolique de la façon suivante: « *Notre message signifie que la dévaluation effectuée par l'état nous laisse sans protection. La violation des droits concernent toutes les sphères ; ils nous dictent maintenant les vêtements que nous devons porter* »^{13, 14}. La police a empêché les militants de réaliser leur projet ; ils ont été arrêtés et amenés au Département des Affaires Intérieures du District de Bastandyksk. Le procès judiciaire s'est déroulé quelques heures plus tard malgré le fait que ce soit un dimanche (ordinairement, les tribunaux kazakhs ne tiennent pas de sessions les weekends). Le tribunal a condamné chacune des trois militantes à une peine financière de 18 500 tenge (environ 73.15 euro) pour conduite incorrecte¹⁵. Les militantes n'étaient pas assistées par des représentants juridiques. Aucune tierce partie n'a pas été admise à participer à l'audience. **Le 16 février 2014, 8 personnes supplémentaires, qui ont participé au rassemblement sur la Place de la République, ont été arrêtées.** Elles ont été libérées suite à la déposition d'une attestation écrite expliquant leur action.

Le 17 décembre 2014 une manifestation contre la dévaluation, faiblement suivie, a eu lieu à Atyrau. Une vingtaine de militants se sont rassemblés au centre-ville, notamment sur le Makhambet et la place Isatai. Ils ont protesté contre les prix élevés de la nourriture et d'autres produits de consommation. La vice-akim, Gulmira Shakimova s'est rendue auprès des manifestants rassemblés sur la place et elle a demandé aux personnes qui ont des problèmes complexes qu'ils contactent l'Akimat via la ligne téléphonique d'urgence. Finalement, les manifestants ont accepté de créer un groupe avec Gulmira Shakimova pour la communication officielle avec l'Akimat, et ils se sont dispersés¹⁶.

Les militants soulignent que les autorités ont essayé d'intimider les habitants d'Almaty afin d'entraver les manifestations dans la ville. En particulier, à la veille des protestations entre le 15 et le 16 février 2014, l'information que des émeutes étaient prévues à Almaty pour le weekend a été répandue à travers les réseaux sociaux. Les autorités municipales ont demandé aux citoyens d'Almaty de ne pas approcher les lieux où les manifestations étaient planifiées¹⁷. De plus, la veille de la manifestation, quelques militants qui ont divulgué des informations sur l'action prévue, notamment Galym Ageleuov et Dilnar Ensenovam, ont reçu des avertissements issus du Département des Affaires Intérieures du District de Bostandyksk, interdisant les violations de la loi et informant sur les sanctions prévues en cas d'actions de masse non autorisées.

¹² <https://www.youtube.com/watch?v=tVn1RRilFT8>

¹³ <http://rus.azattyq.org/content/almaty-week-and-protests-tenge-devaluation/25265768.html>

¹⁴ <http://news.tut.by/economics/386944.html>

¹⁵ http://tvrain.ru/articles/trusy_dlja_elbasy_iz_za_chego_kazahskie_devushki_vyshli_na_nesoglasovannyj_miting-362975/

¹⁶ http://total.kz/society/2014/02/17/v_atoryau_prohodit_antidevalvacio#begin_st

¹⁷ <http://www.matritca.kz/news/7157-almatincy-protestovali-pod-shum-buldozera.html>

Quelques jours après la dévaluation, le 13 février 2014, Tolesh Orazaliyev, un habitant d'Almaty, a publié sur son profil Facebook une « Lettre ouverte des citoyens kazakhs adressée au Président de l'Etat, Noursoultan Nazarbaïev » dans laquelle, au nom du peuple kazakh, il a revendiqué que le gouvernement et le parlement actuels soient dissolus et que la Constitution soit modifiée par l'introduction de la loi sur l'éligibilité de l'Akimat. Le 15 février 2014 des représentants officiels de la loi se sont rendus chez lui avec visite. ***Dès qu'ils se sont rendu compte que Tolesh Orazaliyev avait participé à la manifestation, ils ont effectué une perquisition suite à laquelle ils ont confisqué son ordinateur et les disques.*** Au Département des Affaires Intérieures du District, Tolesh Orazaliyev a été interrogé pendant environ cinq heures. Lors de l'interrogatoire, les fonctionnaires ont tenté de le forcer à leur communiquer son mot de passe pour son profil Facebook et à supprimer les déclarations se rapportant à Noursoultan Nazarbaïev, mais il a refusé. Néanmoins il n'a pas été accusé formellement. Après l'interrogatoire, Tolesh Orazaliyev a été libéré, mais il a été tenu de se présenter au poste de police, devant le procureur ou le tribunal à la première requête¹⁸.

Les citoyens réprimés qui ont protesté contre la dévaluation provoquée par le gouvernement, dans la période du 12 au 16 février 2014, ont participé à une manifestation pacifique qui n'a porté aucune menace à l'ordre public. En même temps que les autorités kazakhs assurent le 'progrès dans les sphères de réformes' du droit pénal au Kazakhstan¹⁹, on constate des abus systématiques dans l'exécution des lois et dans l'exercice de la justice, afin de rendre possible les persécutions des citoyens pour des raisons politiques. En particulier, le droit aux rassemblements pacifiques et à la liberté de la parole, garantis par la Convention des Droits Civiques et Politiques ainsi que par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, sont actuellement violés de façon choquante.

La Fondation « Dialogue Ouverte » souhaiterait à présent sensibiliser l'opinion publique sur le changement de direction brutal opéré par le Kazakhstan par rapport à la voie démocratique qu'il avait annoncée, dans le cadre du développement de ce pays. Les partenaires économiques clés du Kazakhstan devraient tenir compte de ces incidents car eux aussi peuvent être victimes de procès judiciaires malhonnêtes et du mépris total de la loi de la part des organes de la jurisprudence. Récemment ce problème s'est manifesté réellement dans la position du gouvernement espagnol qui, étant le seul pays à conclure un traité d'extradition avec le Kazakhstan, a observé 'une amélioration significative dans la sphère du respect des droits de l'homme au Kazakhstan'. Le tribunal espagnol et le gouvernement ont accepté l'extradition d'Alexander Pavlov vers le Kazakhstan malgré l'absence d'un système judiciaire indépendant dans ce pays et en dépit de la nature politique de l'affaire et du risque de torture²⁰.

Par conséquent, nous demandons à toutes les personnes qui souhaitent soutenir nos appels, d'adresser leurs lettres aux organes compétents de la République du Kazakhstan:

- Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev – Administration Présidentielle, immeuble d'Ac-Orda, Rive Gauche, Astana 010000, Kazakhstan, fax: +7 7172 72 05 16;
- Commissaire pour les Droits de l'Homme à la République du Kazakhstan, Askar Shakirov – 010000, Astana, Rive Gauche, Maison des Ministres, entrée N° 15 ; e-mail: ombudsman-kz@mail.ru, fax: +7 7172 740548;

¹⁸ <https://www.facebook.com/TOLESHOK/posts/640934089287491>

¹⁹ Par ailleurs, une représentante du Kazakhstan a déclaré à l'Assemblée Parlementaire de L'OSCE à Vienne que le parlement kazakh était en train de préparer trois projets dans le domaine du droit pénal en vue de le faire se conformer aux standards humanitaires internationaux. Elle a ajouté également que les autorités kazakhs ont autorisé le Président du Comité de la Démocratie, des Droits de l'Homme et des Affaires Humanitaires, Isabel Santos à visiter Vladimir Kozlov et Roza Tuletayeva.

²⁰ http://www.odfoundation.eu/en/publications/1520/the_court_upholds_its_ruling_now_the_fate_of_pavlov_is_in_the_hands_of_the_government

- Ministre des Affaires Intérieures de la République du Kazakhstan, Kalmukhanbet Kasymov - 010000, Astana, 1 Tauelsizdik Avenue. Tél.: +7 7172 72 24 93, +7 7172 71-51-89, e-mail: orazn@mvd.kz;
- Procureur Général de la République du Kazakhstan, Askhat Daulbayev - 010000, Astana, Maison des Ministres, entrée N°. 2, 8 rue Orynborg, Tél.: +7 7172 71-26-20, +7 7172 71-28-68;
- Ministre des Affaires Etrangères de la République du Kazakhstan, Yerlan Idrisov - 010000, Astana, Rive Gauche, 31 rue Kunayeva, Tél.: +7 (7172) 72-05-18, +7 (7172) 72-05-16, e-mail: midrk@mfa.kz.

**Afin d'obtenir une information plus détaillée
veuillez nous contacter
Lyudmyla Kozlovska, Fondation « Dialogue Ouvert »
lyudmylakozlovska@odfoundation.eu**